



Mandat du Rapporteur special sur le droit à l'alimentation

Téléfax: (41-22)-917 90 06
Télégrammes: UNATIONS, GENEVE
Téléx: 41 29 62
Téléphone: (41-22)-917 94 96
Internet www.ohchr.org
E-mail: srfood@ohchr.org

Address:
Palais des Nations
CH-1211 GENEVE 10



RESUME DES DISCUSSIONS

Consultation Multipartite sur les défis posés par la "Révolution Verte" en Afrique, Luxembourg, les 15 et 16 décembre 2008

Organisée par le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation,
Prof. Olivier De Schutter
Avec le soutien du Ministère de la coopération au développement,
Grand-Duché de Luxembourg

CONTEXTE

Cette table ronde a été organisée sous forme de consultation multipartite sous les auspices du mandat du Rapporteur Spécial aux Nations Unies sur le droit à l'alimentation, le Prof. Olivier De Schutter. Le but était d'identifier tant les opportunités que les défis auxquels sont confrontées les tentatives actuelles de soutien au secteur agricole en Afrique, y compris ce qu'on appelle la nouvelle « Révolution Verte » en Afrique. Les participants ont été invités à discuter la façon dont les initiatives prises pour soutenir le secteur agricole en Afrique pouvaient créer un environnement favorable où le droit à l'alimentation est respecté, protégé et concrétisé.

Les experts, décideurs et représentants d'organisations de la société civile conviés à cette consultation étaient invités à entrer dans un échange franc et ouvert sur la façon de soutenir l'agriculture en Afrique sub-saharienne, avec un accent spécifique sur les conditions qui devraient être créées afin de s'assurer que les efforts entrepris dans cette direction contribuent à la réalisation du Premier Objectif de Développement du Millénaire – réduire de moitié le nombre de personnes qui ont faim d'ici à 2015 – et d'augmenter la protection du droit à une alimentation adéquate. Le travail de l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA), bien qu'il n'ait pas été le seul sujet de discussion lors de la table ronde, a cependant pris une place prépondérante dans la consultation, puisqu'il constitue la plus importante tentative d'améliorer la productivité agricole en Afrique sub-saharienne. La consultation visait à fournir une opportunité aux participants de tenter d'identifier les leçons à tirer de l'expérience d'AGRA et les recommandations qui pouvaient être faites sur base d'une évaluation préliminaire de cette expérience.

Afin d'assurer une discussion concentrée et bien informée, chaque sujet important fut brièvement introduit par l'un des experts présents¹, suite à quoi un échange de vue prit place suivant les règles de Chatham House.

¹ Akin Adesina (Vice-Président Politique & Partenariat, AGRA) a présenté le concept de la Révolution Verte appliquée au contexte africain lors de sa présentation 'Achieving a Sustainable Green Revolution in Africa'. Judi Wakhungu (African Centre for Technology Studies) a réalisé une présentation sur les conclusions de l'Évaluation Internationale des Connaissances, des Sciences et des Technologies Agricoles pour le Développement (IAASTD), qu'elle co-préside, afin d'introduire la session concernant les impacts sociaux des réformes basées sur les technologies. Eric Holt-Gimenez (FoodFirst- First/Institute for Food and Development Policy) fit une présentation sur les 'Impacts environnementaux et l'adaptation au changement climatique : le défi des alternatives agro-écologiques'. Daniel Vandersteen (Collectif Stratégies Alimentaires, CSA) introduit la session concernant le commerce : 'Le rôle des marchés locaux, régionaux et internationaux dans la promotion des réformes agricoles, et l'impact de la libéralisation du commerce'. Sam Moyo (Institut Africain des Etudes Agraires) a introduit la session concernant l'accès à la terre : "Accès à la terre et aux ressources en eau, et sécurité foncière: évolution dans l'utilisation des terres et rôle des réformes agraires dans l'amélioration de la productivité

RESUME DES DISCUSSIONS

Ce résumé des discussions ne prétend pas être un résumé fidèle ou complet des échanges qui ont eu lieu durant la consultation. Il a plutôt pour objectif de résumer les idées qui ont été mises en avant durant la discussion et qui méritent d'être reconsidérées et/ou explorées davantage.

* * *

Durant la session d'ouverture, une vue d'ensemble de la Révolution Verte appliquée au contexte africain a été présentée suivie du travail de l'Alliance pour la Révolution Verte en Afrique (AGRA). Les agriculteurs africains sont confrontés à une productivité faible de leurs cultures vivrières due à la pauvreté des sols, à la déforestation, à l'usage réduit des fertilisants, à des situations agro-écologiques complexes et à une sous-irrigation des terres arables. Des solutions structurelles sont nécessaires afin de redresser cette situation. Les principes d'AGRA furent présentés dans ce contexte. AGRA a fait remarquer qu'une Révolution Verte africaine était unique et devait s'appuyer sur des solutions développées localement et mettre en place des mesures spécifiques pour assurer la conservation de la biodiversité, la durabilité environnementale, promouvoir la sécurité foncière, l'équité pour les petits exploitants agricoles et l'égalité des genres. Il faut rendre les technologies appropriées accessibles aux petits exploitants agricoles, établir le lien entre les fermiers et les marchés, en particulier les marchés africains et développer la capacité africaine à ajouter de la valeur aux produits fermiers. Un Fond Global pour l'Afrique serait également nécessaire, selon AGRA, afin de soutenir les efforts des gouvernements africains pour améliorer l'accès des fermiers à des intrants abordables et à des sources de financements, ainsi que pour créer des institutions et infrastructures de soutien à la petite agriculture. AGRA a convenu que le droit à l'alimentation est crucial, mais il est important pour l'Afrique, si elle veut garantir ce droit, de produire suffisamment de nourriture pour se nourrir elle-même.

* * *

La discussion a permis de dégager d'importants points d'accord, notamment le soutien pour le droit à l'alimentation, la nécessité pour les petits exploitants d'être au centre du développement agricole africain afin d'éradiquer la pauvreté et la faim ; la nécessité de s'assurer que le développement agricole basé sur les petits exploitants protège l'environnement et la biodiversité et promeuve l'équité ; le rôle important des gouvernements dans la mise en place des conditions qui favoriseront tout ce qui précède ; et finalement la nécessité de façonner un système commercial qui bénéficie aux petits exploitants.

Les participants ont pu entendre plusieurs *success stories* qui pourraient être menée à plus large échelle, mais ils ont aussi été confrontés à des défis et des choix profonds. Bien que tous les participants s'accordaient sur le besoin de changements dans l'agriculture africaine, de nombreuses questions ont été soulevées durant la discussion. Certaines de ces questions étaient liées à l'initiative d'AGRA, d'autres au paradigme de la Révolution Verte et au rôle des solutions technologiques dans l'aide aux paysans à dépasser l'agriculture de subsistance. D'autres ont souligné les nombreux défis auxquels font face tous les modèles de développement en Afrique.

1. Les leçons de la première « Révolution Verte ». AGRA a souligné que la Révolution Verte n'est pas un transfert direct du modèle asiatique à l'Afrique et que la Révolution Verte africaine doit tirer les leçons des expériences de l'Asie afin d'éviter les erreurs de celles-ci, et développer des solutions qui soient localement adaptées à l'Afrique. Les participants ont pointé les similitudes et les différences entre les initiatives d'AGRA et les Révolutions Vertes menées en Asie et en Amérique latine. Certains participants craignaient que les impacts négatifs qu'ont eus les Révolutions Vertes sur ces continents ne se répètent en Afrique. Ces craintes sont liées à la perte de biodiversité, la détérioration des terres consécutive à des plans d'irrigation mal-gérés, les paysans endettés qui se retrouvent sans terre, les conflits entre et au sein des communautés, et une marginalisation accrue des femmes. Les participants ont aussi soulevé l'importance de développer dès le départ des stratégies de sorties qui étaient absentes notamment de la Révolution Verte en Asie. La question des stratégies de sortie est liée à l'expansion des efforts actuels, au delà des petits projets pilotes qui ont été incapables de générer un impact significatif au niveau national ou régional.

Tout en reconnaissant les défis associés à la Révolution Verte asiatique, AGRA a aussi noté que son succès devait être reconnu, notamment le fait que la Révolution Verte asiatique a permis d'éviter une famine à large échelle dans toute la région, a fait baisser le prix de la nourriture et augmenter les salaires réels. AGRA a ainsi

cité les informations de l'Institut International de Recherche sur les Politiques alimentaires (International Food Policy Research Institute) pour présenter les succès de la Révolution Verte en Asie.

2. Participation des agriculteurs à la conception et à la mise en œuvre des programmes. AGRA a présenté son approche comme une approche ascendante (bottom-up) commençant au niveau des agriculteurs. Néanmoins, le manque de participation des agriculteurs fut soulevé comme un problème crucial lors de la discussion. De nombreux participants ont communiqué leur impression qu'AGRA commençait d'abord ses projets, puis commençait à consulter seulement dans une seconde phase, lorsque les choix stratégiques avaient déjà été effectués. D'autres participants percevaient l'approche de la Révolution Verte comme une approche descendante (top-down), malgré le fait que les stratégies développées jusqu'ici par AGRA visaient à construire sur ce qui existe déjà dans le contexte africain en termes de recherche (maïs tolérant à la sécheresse, légumineuses, micro-irrigation et gestion de l'eau par exemple). Certains participants soulignèrent la différence entre les projets où les paysans participent tout en n'étant pas au centre du projet, par opposition aux expériences couronnées de succès en Amérique latine avec leur modèle d'innovation 'paysan-à-paysan', où les agriculteurs ont un rôle central de leadership.

AGRA a souligné travailler en lien très étroit avec les agriculteurs, grâce à son soutien aux programmes de sélection participative, ainsi que son travail avec les organisations d'agriculteurs et avec les institutions nationales de recherche dont les chercheurs travaillent quotidiennement avec les agriculteurs.

Comme les voix des fermiers sont parfois difficiles à entendre, il a été suggéré qu'AGRA pourrait établir des mécanismes permettant aux fermiers d'être entendus à propos de leurs besoins et leurs priorités. Un souci majeur était que l'allocation des ressources soit faite sur base de la demande. Ces mécanismes pourraient aussi soutenir les agriculteurs pour s'organiser et revendiquer leurs droits. AGRA a accepté de mettre en place des mécanismes afin d'améliorer l'implication des petits producteurs et des organisations de la société civile.

Les acteurs ont exprimé leur espoir d'un engagement constructif avec AGRA mais en spécifiant que certaines conditions devraient être respectées avant que ceci ne puisse débiter, notamment une stratégie transparente et des mécanismes de participation adéquats. L'ensemble des participants a estimé cette consultation très utile pour établir une première connexion entre acteurs et étaient optimistes sur l'amélioration future des échanges grâce à cette rencontre.

Une session entière fut dédiée à la gouvernance dans la réforme agricole, y compris la participation à la prise de décision et la mise en œuvre de cette réforme. Un participant expliqua la pertinence d'une co-construction des politiques et des stratégies de développement agricole, mettant en avant l'exemple du Mali (fora avec les fermiers, délégation des premières ébauches de la politique à une coordination d'organisations d'agriculteurs, itérations successives de participation par des organisations d'agriculteurs avant et après la décision politique). L'un des participants résuma les questions qu'il considérait comme essentielles pour le problème de la participation et de la responsabilité d'AGRA. Ces questions sont les suivantes : qui établit les objectifs stratégiques ? Qui définit les domaines d'actions prioritaires ? Qui décide du financement pour les projets nationaux ? Qui a décidé des treize pays prioritaires, éventuellement au risque de miner l'intégration régionale ? Qui a décidé de mettre la priorité sur les bourses pour les étudiants doctorants au lieu de financer les formations techniques aux agriculteurs et les processus d'innovation participative ? Qui a décidé de scinder l'agriculture, l'élevage et la pêche alors que l'option de conserver ces trois dimensions ensemble avait été choisie, en l'occurrence, dans la Loi d'orientation agricole adoptée au Mali ?

AGRA a déclaré que son soutien aux formations doctorales était crucial pour le développement du continent, et que son approche était de former les Africains dans les universités africaines pour mettre un terme à la fuite des cerveaux et ainsi développer une expertise africaine sur les questions cruciales pour la sécurité alimentaire du continent. Pour répondre à la question concernant le choix initial des pays cibles, AGRA a souligné que comme toute organisation, elle doit débiter ses programmes quelque part et que la liste actuelle des treize pays n'est pas exhaustive.

Une question soulevée a été de savoir si les initiatives menées par le secteur privé devaient s'assurer que leurs projets étaient alignés avec les stratégies nationales et impliquaient tous les acteurs pertinents dès le départ afin de s'assurer que le projet réponde aux attentes de ses parties prenantes. Certains participants ont estimé qu'il était essentiel que les agriculteurs occupent 'la place du conducteur' dans les projets de développement agricole. D'autres participants ont insisté sur le besoin d'impliquer directement les agriculteurs et les organisations d'agriculteurs afin de développer des politiques pro-paysans. Certains exemples mentionnés présentaient l'échec de certains processus et de programmes en raison de l'absence des agriculteurs lors des phases de conception et de mise en œuvre.

La question de la compétition pour les ressources humaines dans le développement agricole ne doit pas être sous-estimée selon un participant. AGRA, les organisations internationales, la coopération au développement et

les organisations non-gouvernementales sont en compétition pour un nombre limité de personnes hautement qualifiés. Le risque sous-jacent est que les meilleures personnes soit détournées des institutions publiques, où elles sont vitales tant pour le développement à court qu'à long terme.

La nécessité de garder un œil constant sur la dimension du genre a été soulignée plusieurs fois. En Asie, par exemple, la Révolution Verte a exacerbé certaines inégalités hommes-femmes dans le secteur agricole. Les systèmes agricoles sont la plupart du temps aveugles à la dimension du genre. Il est dès lors indispensable d'avoir des systèmes de données permettant de suivre les résultats des efforts en collectant des données désagrégées et ventilées par genre.

3. Le rôle de la technologie dans le modèle de la « Révolution Verte » Certains participants n'étaient pas d'accord avec le paradigme de la Révolution Verte en soi. Ce paradigme est vu par certain comme un concept basé sur la technologie (l'agriculture étant basée sur les nouvelles technologies et sur les intrants externes de haute valeur, mettant en exergue le potentiel de l'amélioration génétique) et qui ne prend pas en compte les méthodes alternatives de production agricole dont le potentiel d'augmentation de rendement a été prouvé. L'Évaluation Internationale des Connaissances, des Sciences et des Technologies Agricoles pour le Développement (IAASTD) a été citée en référence pour ses conclusions qui soulignaient entre autres le besoin de solutions intégrées au lieu d'une focalisation exclusive sur l'augmentation des rendements.

AGRA a noté que l'usage des fertilisants en Afrique est le plus faible au monde – avec une moyenne de 8kg/ha par rapport à la moyenne globale de plus de 100kg/ha – et qu'il doit être augmenté d'une façon qui soit efficiente et durable pour l'environnement. Certains participants ont remis en question l'importance accordée à l'utilisation des fertilisants chimiques, qu'ils voyaient comme problématique. Les participants se sont accordés sur le besoin de trouver un équilibre entre fertilisants organiques et chimiques, et sur le fait que le niveau de matière organique des sols africains devait être augmenté. AGRA a préconisé l'utilisation de la Gestion Intégrée de la Fertilité des Sols (*Integrated Soil Fertility Management*) ainsi qu'une gestion améliorée de l'eau et de la terre.

Alors qu'il y avait un accord de tous sur le besoin de soutenir les petits paysans, certains participants ont remis en cause les technologies qui sont actuellement promues et leur neutralité sur le plan de l'échelle des exploitations. Leur crainte est que l'introduction de certaines technologies ne résulte en une marginalisation accrue de cette catégorie de producteurs, et que le potentiel d'élitisme soit haut dans des programmes tels ceux d'AGRA. Les participants ont souligné le besoin de définir qui sont les petits paysans afin d'assurer un ciblage adéquat des efforts, car il s'agit d'une catégorie très différenciée en terme d'accès à la terre, de relations foncières, et de travail. De plus, impliquer les organisations d'agriculteurs lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes pourrait ne pas toujours être la solution la plus adaptée. Les organisations d'agriculteurs, selon certains participants, représentent souvent les agriculteurs les plus organisés et non les plus marginaux ou vivant dans des lieux reculés. Si l'on parle des fermiers marginaux, la nature des interventions doit, d'après eux, être différentes et plus focalisée sur les filets de sécurité sociale.

Certains participants ont soulevé des craintes concernant les programmes qui promeuvent les variétés de plantes en provenance d'autres régions par opposition aux variétés locales (p.ex. les semences de riz Nerica en Afrique). Les semences sont échangées entre fermiers et sont un moyen de construire et entretenir les relations sociales. Si certains programmes découragent ces pratiques (comme la vente de semences par les agro-commerçants), ceci pourrait avoir un impact sur les relations sociales. Le prix élevé des semences est également une source de craintes pour les fermiers en Afrique. Le droit aux semences a été mentionné par certains participants.

Certains participants ont enfin mentionné que les fertilisants chimiques sont devenus des questions politiques dans de nombreux pays : les politiques liées aux fertilisants sont hautement manipulées (les subsides aux fertilisants sont un moyen de récolter des voix).

4. L'existence de différents modèles de développement agricole. Les participants ont soulevé l'existence de modèles alternatifs au modèle de développement agricole de la Révolution Verte, et principalement ceux connus sous le nom de pratiques culturelles agro-écologiques².

² Les approches agro-écologiques suivent les principes de l'agro-écologie, qui est une application de la science écologique à l'étude, la conception et la gestion d'agro-éco-systèmes durables. L'agriculture biologique, l'agriculture de conservation, l'agroforesterie, la lutte biologique, les cultures associées et la gestion mixte culture-élevage sont fréquemment associés à l'agro-écologie. L'agro-écologie comprend l'observation des systèmes traditionnels, l'utilisation des savoirs locaux de gestion des agro-écosystèmes, mais aussi la science moderne. Elle n'est pas opposée à la technologie. La fertilité des agro-écosystèmes et la gestion phytosanitaire sont essentiellement recherchés dans des interactions d'écosystèmes bien pensées plutôt que dans l'utilisation d'intrants externes tels les pesticides et les fertilisants chimiques.

La discussion sur ces modèles alternatifs a émané d'une discussion qui a particulièrement retenu l'attention des participants concernant les impacts environnementaux des systèmes agro-alimentaires modernes. L'agriculture moderne, comme certains participants le rappelaient, fait partie du problème du changement climatique. Elle est le plus grand contributeur de gaz à effets de serre, avec les fertilisants et les conversions de terre comme plus grandes sources de ces gaz. Au regard du changement climatique, des mesures doivent être adoptées tant pour l'atténuation (réduire les impacts du changement climatique sur l'agriculture) que l'adaptation (améliorer la résilience au changement climatique et aux événements météorologiques). Les participants ont fait référence à de récentes études montrant que les projets d'agriculture durable qui se positionnent en dehors du paradigme de la Révolution Verte ont réussi à améliorer les rendements tout en stockant du CO₂.

L'existence de différents modèles de développement agricole fut aussi soulevée par rapport à la question de l'irrigation. Un participant a mentionné que seuls 4% des terres arables en Afrique étaient irriguées. Si ces chiffres étaient portés à 10% demain, il y aurait toujours 90% de terres non-irriguées. Les décideurs sont donc confrontés au choix d'investir dans de nettes améliorations sur 5 à 10% des terres ou des améliorations modestes sur 90% des terres.

De nombreux participants ont appelé à une avancée vers des modèles durables d'agriculture biologique et agro-écologique, par davantage de promotion d'innovation dans les manières de cultiver. Les ressources financières ne devraient pas être seulement disponibles pour la recherche sur les hautes technologies mais aussi pour les approches agro-écologiques, les programmes de formations paysan-à-paysan et les programmes de sélection participative. Certains participants estimaient que la productivité pouvait être doublée ou triplée avec des investissements très limités et remettaient dès lors en question les investissements d'AGRA dans les doctorats et l'agriculture de haute technologie.

Certains participants ont donc demandé pourquoi, si ces initiatives agro-écologiques avaient prouvé leur succès, n'avaient-elles pas reçu plus de soutien de la part des gouvernements. Le fait qu'elles aient émané en dehors des sphères scientifiques et sont restées hors du paradigme dominant a été vu comme un obstacle majeur. Une autre explication est qu'il n'a pas encore été reconnu qu'il existait des alternatives au modèle de développement agricole basé sur la modernisation. En outre, les agences préfèrent souvent financer des semences et des fertilisants par rapport à des programmes de développement à long terme, en particulier quand il s'agit de développement humain (développement orienté vers les personnes). L'expérience cubaine, où le gouvernement a soutenu des approches agro-écologiques, a été mentionnée comme un exemple où les autorités publiques ont amorcé un soutien significatif à la production agro-écologique dans les années 1990³.

Le fait qu'AGRA devrait avoir une position lui permettant de soutenir ces approches agro-écologiques fut mentionné par plusieurs participants. Certains participants ont également appelé AGRA à amener autour de leur table des personnes qui se situent en dehors du paradigme de la "Révolution Verte" afin de soutenir une réelle diversité de modèles agricoles.

Certains participants ont remis en question le potentiel de l'agriculture biologique à être étendue à large échelle afin de nourrir de grandes populations, alors que d'autres se référaient à de récentes études internationales prouvant que de telles formes d'agriculture pouvaient améliorer les rendements de façon significatives, en particulier sur des sols dégradés. Certains participants avaient aussi des opinions différentes sur la façon de définir les approches agro-écologiques. AGRA a mentionné qu'elle utilisait une approche agro-écologique dans ses programmes de multiplication et dans ses programmes de santé du sol.

En outre, il fut noté que certaines agences et bailleurs de fonds pourraient être plus équilibrés dans leur façon d'allouer les ressources aux projets, programmes et recherches. Des opportunités en dehors du *package* habituel 'semences à haut rendement et fertilisants' devraient être renforcées et étendues.

La question de la coexistence, de la complémentarité et de la concurrence des ces deux modèles (« Révolution Verte » et approches agro-écologiques) fut soulevée, ainsi que le rôle des gouvernements dans la promotion des alternatives agro-écologiques. Certains participants ont suggéré que les approches biologiques et non-biologiques (conventionnelles) devaient être combinées afin d'augmenter la productivité des exploitations, alors que d'autres participants attireraient l'attention sur le fait que certaines différences majeures entre les deux modèles rendait la complémentarité difficile voire impossible à atteindre.

³ Cuba, pendant la période post-soviétique, a dû se baser sur l'agro-écologie et des systèmes de recherche très décentralisés, étant donné la cessation quasi totale des importations de carburant. Cuba a alors développé un système dans lequel les innovations agricoles émanaient principalement des agriculteurs, avec le soutien de techniciens bien formés et de quelques professionnels. Il reste à voir si ce modèle peut-être généralisé.

5. Le rôle du secteur privé. Certains participants étaient soucieux du rôle que le secteur privé joue dans les efforts actuels pour soutenir la réforme agricole de l'Afrique, et plus spécifiquement au sujet des relations entre les sociétés transnationales, en particulier les sociétés de semences, et le travail d'AGRA. AGRA a rappelé qu'elle était focalisée sur le soutien aux sociétés semencières africaines.

La question des semences améliorées et des brevets (par opposition à la promotion des échanges de semences entre agriculteurs), ainsi que le contrôle du système alimentaire par les fermiers eux-mêmes ou par des sociétés de l'agro-business a été soulevée lors de cette discussion. La question des organismes génétiquement modifiés a aussi été discutée. Ces questions demandent des clarifications ultérieures.

6. L'alignement des initiatives privées avec les programmes publics. Il fut demandé si AGRA allait soutenir les initiatives africaines holistiques, telles les politiques agricoles de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest qui furent développées avec une forte participation des agriculteurs. Les participants ont aussi souligné l'importance du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (CAADP). Dans ce contexte, AGRA a insisté sur l'importance des partenariats, clarifiant le fait qu'AGRA ne travaillait pas seul. Elle a rappelé ses partenariats avec la FAO, le FIDA, l'Union Africaine, le NEPAD et la Banque Africaine de Développement. AGRA a également souligné qu'elle soutient et travaille via des institutions nationales qui ont une approche ascendante dans leur pays, et elle a déclaré qu'elle allait accroître son soutien aux organisations d'agriculteurs à l'avenir.

7. Accès à la terre et aux ressources naturelles. Tout le monde a reconnu que l'accès à la terre ou la perte de celle-ci sont des facteurs clés pour l'accomplissement ou l'incapacité des petits exploitants à atteindre la sécurité alimentaire. Les participants estimaient que l'inégalité face à la propriété de la terre et les systèmes fonciers qui désavantagent généralement les petits exploitants et les femmes étaient deux problèmes majeurs.

L'accès à la terre est de plus en plus menacé et les conflits liés à la terre sont en escalade, alors que la concentration des terres est en augmentation. Certains ont fait remarquer une tendance récente au sein des pays africains à vendre ou louer des terres pour des projets liés aux agros-carburant ou pour l'agriculture sous contrat (*contract farming*). Tirant les expériences de la Révolution Verte en Asie, certains ont remarqué que les innovations technologiques ont un potentiel à augmenter les inégalités de genre et de classe. Aux Philippines par exemple, la Révolution Verte a créée une nouvelle classe de travailleurs sans terre qui n'existait pas auparavant. Malgré les réformes agraires, la Révolution Verte a mené à une re-concentration de la terre due à l'endettement.

Le rôle que les droits de propriétés (droits fonciers) devraient / pourraient jouer pour protéger les paysans des expulsions a été soulevé. Le travail de la Commission sur le renforcement des capacités légales des Pauvres (Commission on the Legal Empowerment of the Poor) a été mentionné à ce sujet, mais certains participants remettaient en doute l'orientation de celle-ci, d'après eux biaisée vers la marchandisation de la terre, en utilisant en particulier les notions occidentales et légales du droit de la terre ou les systèmes de propriété privée foncière, tout en minant les systèmes et pratiques africaines.

Un participant rappela que les réformes de la politique de la terre qui avaient commencé durant l'époque coloniale et ont durés jusqu'à l'après-indépendance et l'ère des Programme d'Ajustements Structurels, ont permis, ou du moins ont jeté les fondations sur lesquelles se sont produites les acquisitions et concessions de terres à large-échelle au niveau domestique ou transnational pour les agrocarburants et l'agriculture sous contrat. Ces acquisitions à grande échelle étaient vues par de nombreux participants comme problématiques pour l'amélioration du secteur des petits agriculteurs. Un autre problème rapporté fut celui du système d'aide (coopération au développement) qui n'a pas soutenu de façon adéquate les réformes foncières redistributives, entraînant la persistance de conflits fonciers dans de nombreux pays africains.

Le droit à la terre est un concept qui doit être clarifié, et qui revêt une importance particulière dans le contexte africain. D'après certains participants, les Gouvernements devraient adopter des législations afin de préserver l'accès à la terre des petits producteurs. Il est également nécessaire de faire attention à ce que recouvre les termes de terres 'marginales' ou 'dégradées' car souvent ces étiquettes servent à ternir l'utilité du terrain pour les populations locales, et en particulier pour les populations indigènes, les éleveurs, les fermiers pauvres et sans titre de propriété pour les terres qu'ils cultivent. Enfin, la responsabilité extraterritoriale des Etats où sont basés les investisseurs étrangers qui acquièrent des terres dans les pays africains a aussi été mise en exergue par les participants.

8. Services ruraux. Certains participants ont soulevé l'importance des services ruraux (*extension*) qui dans de nombreux pays sont absents ou de piètre qualité. L'importance des formations et l'amélioration de ces services, bien que coûteuse, est considérée par les participants comme une priorité dont les retombées sont aussi

importantes que les retombées d'autres programmes de recherche agricole. D'après eux, il n'y a pas moyen d'atteindre une amélioration de la productivité agricole sans consentir à ces efforts pour reconstruire les infrastructures.

9. Le rôle du commerce des produits agricoles. Les participants ont discutés des opportunités et menaces du commerce international. Les prix agricoles sur les marchés internationaux sont très influencés non seulement par la structure des coûts de quelques acteurs économiquement efficaces et produisant à large échelle dans quelques zones du monde (mais que de nombreux participants considéraient comme écologiquement inefficients) mais aussi par les importantes subventions publiques des pays de l'OCDE, par les politiques agricoles défavorables et par les pratiques commerciales des entreprises de l'agro-business. L'influence que les prix internationaux ont, par rapport aux coûts réels auxquels font face les petits producteurs non-protégés et non-subsidés, est un obstacle majeur à leur développement. Un demi milliard de personnes cultivent aujourd'hui sans machines ni intrants.

Dans ce contexte, les marchés locaux et régionaux sont vus comme une clé du développement ; les obstacles locaux à l'échange devraient être supprimés et la libéralisation devrait partir du niveau local, où les différences de productivités sont faibles. L'utilité de schémas de gestion de l'offre a aussi été mentionné, comme par exemple ceux mis en place par l'UE et le Canada pour leurs produits laitiers, afin d'assurer une rémunération stable aux producteurs tout en évitant la production systématique de surplus.

Le Rapporteur Spécial exprime sa vision sur la manière dont le cadre du droit à l'alimentation peut guider les choix qui doivent être faits entre les différents modèles de développement agricoles dans un communiqué public parallèle à ce résumé des discussions. Ce communiqué est disponible sur www.srfood.or et sur <http://www2.ohchr.org/english/issues/food/index.htm>